



MICROFICHE N°

04896

République Tunisienne

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

CENTRE NATIONAL DE

DOCUMENTATION AGRICOLE

TUNIS

الجمهورية التونسية

وزارة الزراعة

المركز القومي
للتوثيق الفلاحي

تونس

F

1

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

Centre d'investissement

ROME

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

Direction Générale de la
Planification, du
Développement et des
Investissements Agricoles

TUNIS

TUNISIE

PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES PRODUCTIONS FOURRAGERES ET DE L'ELEVAGE

3.5 LES PROJETS DE DEVELOPPEMENT EN COURS OU PREVUS

DOCUMENT DE TRAVAIL

TCP/TUN/6652

TUNISIE

LES PROJETS DE DEVELOPPEMENT EN COURS OU PREVUS

Table des matières

	<u>Page</u>
INTRODUCTION	1
1. <u>LES PROJETS FOURRAGES-ELEVAGE EN COURS</u>	1
1.1 Projet de développement de la production de viande dans le Nord de la Tunisie	2
1.2 Valorisation des sous-produits agro-industriels dans l'alimentation du bétail	2
1.3 Projet de développement agricole des fermes de Jebibina et Saouef	3
1.4 Elevage intégré des petits ruminants du Nord de la Tunisie	3
1.5 Projet intégré d'élevage tuniso-autrichien	4
1.6 Projet Chenchou	4
1.7 Mise en valeur du périmètre fourrager de la plaine de Mabrouh	4
1.8 Création de stocks fourragers de sauvegarde	5
1.9 Projet insémination artificielle	5
1.10 Projet de saillie naturelle	6
1.11 Projet élèves béliers	6
1.12 Projet récupération d'agnelles	6
1.13 Collecte et transformation du lait	6
1.14 Autres projets	7
2. <u>LES ACTIONS FOURRAGES-ELEVAGE DANS LES AUTRES PROJETS</u>	7
2.1 Projet de Mejerda II - Nephana II	8
2.2 Aménagement hydro-agricole de Ras El Djebel Kalat El Andalous	8
2.3 Création de 5 400 ha irrigués au Cap-Bon	8

MINISTRE DE L'AGRICULTURE
C. P. G. A. E.
LA DOCUMENTATION

	<u>Page</u>
2.4 Aménagement des périmètres irrigués de Sidi-Saïd	8
2.5 Irrigation en Tunisie centrale	8
2.6 Périmètre irrigué de Bordj Toumi	9
2.7 Aménagement hydro-agricole de la plaine de Siliana	9
2.8 Périmètre de Mateur	9
2.9 Mise en valeur du Jerid	9
2.10 Mise en valeur de Nefzaoua	9
2.11 Rénovation des oasis de Gabès	10
2.12 Irrigation de Sidi-Bouzi	10
2.13 Développement des petites et moyennes exploitations de Sidi-Bouzi	10
2.14 Projet pilote de lutte contre la désertification à Sidi-Bouzi	10
2.15 Assistance à petite et moyenne exploitation du Nord-Est	10
2.16 Développement des petites et moyennes exploitations dans les gouvernorats du Kef et de Siliana	12
2.17 Production agricole dans le Nord-Ouest	13
2.18 Développement du Nord-Ouest	14
2.19 Développement agricole des délégations intérieures de Mahdia	16
2.20 Projet de développement de la Tunisie Centrale	17
2.21 Projet clairières forestières	18
2.22 Développement de l'agro-combinat Ghezala Mateur	19
3. <u>FOURRAGES ET ELEVAGE DANS LES SMYD</u>	20
3.1 Les sociétés constituées	20
3.2 Les nouvelles sociétés	21
4. <u>LES NOUVEAUX PROJETS POUR LE VIIème PLAN</u>	21
4.1 Programme de santé animale	21
4.2 Programme de collecte de lait	22
4.3 Importation de génisses	22

	<u>Page</u>
4.4 Elevage de génisses	23
4.5 Développement de l'élevage ovin	23
4.6 Programme de traitement de la paille à l'ammoniac	23
4.7 Promotion des caprins laitiers dans le Centre-Sud	24
4.7 (bis) Encouragement à l'utilisation de géniteurs ovins et caprins	24
4.8 Récupération des agnelles	24
4.9 Engraissement des agneaux	24
4.10 Transplantation embryonnaire	25
4.11 Développement de l'élevage équin	25
4.12 Développement de l'élevage camelin	25

5. APPRECIATION GENERALE

LES PROJETS DE DEVELOPPEMENT EN COURS OU PREVUS

INTRODUCTION:

Les actions de développement en matière de fourrages et d'élevage sont inscrites dans les activités d'un grand nombre de projets de développement agricole. Ces projets sont nombreux et souvent de dimensions modestes. Le nombre des projets qui sont passés ici en revue est de 50. Il est probable qu'il aurait été possible d'intégrer à cette liste d'autres projets. Cependant les projets présentés ici sont suffisamment nombreux pour, d'une part, présenter un large éventail de la diversité des actions entreprises et, d'autre part, apprécier le degré de couverture du champ d'intervention du secteur des fourrages et de l'élevage.

Chaque projet est présenté de façon très succincte. Les ordres de grandeur qui sont fournis proviennent des prévisions de réalisation des actions. Il n'a pas été possible dans l'état actuel de l'information disponible de donner un état des réalisations à la fois systématique et à jour. Un essai d'appréciation générale des actions de développement en cours ambitionnera surtout d'analyser de façon rapide les difficultés spécifiques auxquelles se heurtent les actions de développement dans le secteur.

Le classement des projets reste quelque peu arbitraire. On distinguera :

- . Les projets fourrage-élevage en cours.
- . Les actions fourrage élevage dans les autres projets de développement.
- . Les fourrages et l'élevage dans les projets des sociétés de mise en valeur agricole.
- . Les nouveaux projets prévus dans le VIIème Plan.

1 - LES PROJETS FOURRAGES-ELEVAGE EN COURS :

Sont classés ici les projets spécifiques de développement des fourrages et de l'élevage.

1.1 Projet de développement de la production de viande bovine dans le Nord de la Tunisie (OEP) :

Le projet fait suite à un projet de la FAO qui était axé sur la vulgarisation des techniques d'ensilage et l'engraissement de taurillons. Le projet fournit aux agriculteurs une assistance pour l'acquisition du matériel de récolte, pour la construction d'étables ainsi que des services de vulgarisation pour l'ensilage et l'engraissement. Il assure en outre l'approvisionnement en taurillons maigres et la commercialisation des taurillons engraisés auprès de la société Ellouhoun.

Pour ce faire le projet dispose d'un fonds de roulement. De 1982 à 1986 ce fonds a permis l'acquisition de cheptel pour 2,7 MD d'ensiler le fourrage produit sur 54 000 ha et l'engraissement 26 500 taurillons dont 20 800 taurillons importés.

Au cours du VIIème Plan il est prévu d'ensiler la production 78 500 ha soit 15 700 ha /an en moyenne et l'engraissement 44 000 taurillons (en moyenne 8800 /an).

Les besoins d'investissement pour le VIIème Plan s'élèvent à 390 000 D dont 150 000 D pour le matériel d'ensilage et 140 000 D pour le matériel roulant.

En 1986 le projet a permis d'ensiler la production de 9800 ha de fourrages et l'engraissement de 3 000 taurillons (les prévisions étaient respectivement de 15 000 ha et 16 000 têtes).

1.2 Valorisation des sous-produits agro-industriels dans l'alimentation du bétail (OEP) :

Le projet qui a débuté en 1985 vise à procurer de nouvelles ressources fourragères par une meilleure utilisation et conservation de sous-produits tels que les pulpes de betterave et de tomate, ainsi que le traitement de la paille par l'ammoniac. Il vise aussi l'élaboration d'une stratégie nationale de valorisation des sous-produits agro-industriels.

Pour la période du VIIème Plan, le projet prévoit l'utilisation 60 000 T de pulpe de betterave et 15 000 T de pulpe de tomate en moyenne chaque année. 76 000 T de paille seront traitées à l'ammoniac (en moyenne 15 000 T/an).

Les interventions du projet devront permettre une production d'aliments du bétail qui équivaldrait à 67 millions d'UF.

En 1986 le projet a permis l'ensilage 39 478 T de pulpe de betterave pour 375 bénéficiaires, 12 750 tonnes de pulpe de tomates (41 bénéficiaires) et le traitement à l'ammoniac de 605 Tonnes de paille (54 bénéficiaires).

1.3 Projet de développement agricole des fermes de Jelibina et Saouef :

Les fermes en question relèvent de l'OEP. Les directions des forêts et de C.E.S. interviennent pour les traitements anti-érosifs et les reboisements. Le projet a débuté en 1982. En matière de fourrages les réalisations ont porté sur des interventions de C.E.S. avec plantations d'arbustes fourragers sur 2500 ha, la plantation 750 ha de réserves fourragères sur pieds (acacia, atriplex luzerne arborescente et cactus inermes). Dans les 2 fermes 1150 ha sur un total de 3090 ha sont réservés aux cultures fourragères annuelles. Durant le VIIème Plan les activités précédentes seront poursuivies pour un coût total de 568 000 D.

1.4 Elevage intégré des petits ruminants du Nord de la Tunisie :

Le projet qui relève de l'OEP et qui est financé par la coopération avec la RFA constitue la phase opérationnelle d'un projet qui a commencé à être préparé en 1979.

L'objectif du projet est l'introduction de systèmes de production laitière ovins et caprins adaptés aux exploitants éleveurs du gouvernorat de Bizerte. La phase opérationnelle aura une durée de 3 ans 1986, 1987 et 1988.

Les principales actions du projet portent sur l'amélioration génétique, la santé animale, l'amélioration des parcours et la collecte de lait.

Le projet prévoit la fourniture de 300 béliers laitiers, 450 boucs laitiers, 750 femelles laitières et 200 agnelles laitières. Pour la santé animale il est prévu de réaliser 90 000 traitements. Les améliorations pastorales visent la distribution de 75 000 acacias. On prévoit par ailleurs, que 300 éleveurs planteront des acacias et que 600 participeront à la collecte de lait.

Le coût total du projet est estimé à 820 875 D dont 183 000 seraient financés par l'assistance allemande.

1.5 Projet intégré d'élevage Tunisie-Autrichien :

1985 - 1991 - O.E.P.

Le projet vise l'introduction de génisses pleines de race pure auprès des petits et moyens exploitants, le développement des assolements fourragers l'intensification de la vulgarisation ainsi que l'assistance ponctuelle aux éleveurs pour ce qui est du travail du sol et de la mécanisation de la récolte. Il est en outre prévu l'utilisation des énergies renouvelables (solaire et biogaz).

Les prévisions pour le VIIème Plan portent sur la réalisation 13 500 ha de fourrage, le traitement de 20 000 T de paille à l'ammoniac.

Le coût total du projet est estimé à 3,373 MD dont 1,767 provenant de l'assistance Autrichienne. Le coût comprendrait 900 000 D pour le personnel 400 000 D pour le matériel, 166 500 D pour les vaches de race pure, 500 000 D d'intrants et 383 600 D de frais de fonctionnement.

1.6 Projet Chenchou (OEP) :

Le périmètre irrigué de Chenchou a été créé en 1971. Il porte sur 400 ha irrigués destinés principalement à la production fourragère pour la constitution de stocks et à la vulgarisation en vue de la production industrielle de luzerne. Le projet prévoyait en outre la création d'une unité pilote de serriculture avec utilisation de la géothermie pour le chauffage. 216 ha de luzerne irrigués par aspersion. Cette superficie devra s'accroître pour permettre l'utilisation à pleine capacité d'une usine de traitement de la luzerne.

Le projet a aussi permis l'introduction de 300 béliers améliorateurs, l'élevage d'un troupeau de 500 brebis pour la production d'agneaux précoces et enfin la production de 1000 agnelles.

Les prévisions du VIIème Plan portent sur la réalisation de la 3ème tranche d'irrigation (100 ha) devra coûter 357 000 D, la création d'une unité de 100 vaches laitières (220 000 D). Les investissements totaux s'élèveraient à 860 000 D dont 150 000 D pour la serriculture et 150 000 D pour la refecton du réseau d'irrigation de la 2ème tranche (200 ha).

1.7 Mise en valeur du périmètre fourrager de la plaine de Mabtouh (OEP) :

Le projet intéresse 4 000 ha où seront réalisés des travaux de drainage et l'installation de prairies permanentes et temporaires. Au cours du VIème Plan 1310 ha de prairies ont été réalisés ainsi que la plantation de 15 ha d'arbustes fourragers. Les investissements réalisés ont porté sur 148 000 D.

Les prévisions pour le VIIème Plan portent sur les travaux de drainage à réaliser sur 972 ha, les crédits nécessaires étant évalués à 100 000 D. Les prairies seront réalisées sur 175 ha et les plantations fourragères sur 20 ha et ce pour un coût total de 235 000 D.

Le coût total du projet pour la période du VIIème Plan s'élèverait à 515 000 D y compris le matériel et les infrastructures (pistes).

Au cours de la campagne 1985-1986 les réalisations ont porté sur 42 ha d'avoine en ensilage 10 ha d'arbustes fourragers 160 ha de fétuque et 30 ha d'orge en vert. Le troupeau ovin comporte 1132 brebis.

1.8 Création de stocks fourragers de sauvegarde :

Ce projet qui relève de l'OEP a été mis en place en 1984. Il était principalement destiné à constituer des stocks les bonnes années pour faire face aux déficits des autres années et aussi pour procurer aux petites exploitations des aliments fourragers qu'elles ne peuvent produire. Les stocks régulateurs constitués étaient aussi destinés à avoir un effet de stabilisation des prix.

En 1985 les dépenses pour l'achat et le stockage des fourrages (bouchons de paille et de luzerne) ont porté sur 12 802 D et les ventes ont rapporté 17 686 D. L'OEP disposait cependant de fonds importants qui s'élevaient à 396 000 D. Ces fonds devaient être utilisés en 1986 pour acquérir 800 T de bouchons et 3 000 T de pulpe de betterave pour un coût total de 380 000 D.

Les prévisions de 1987 portent le fonds de roulement à 430 000 D. Ce qui permet un stock de 35000 T. 2 centres de stockages seraient construits à Kébili et Gafsa.

Les prévisions pour les autres années 1988 à 1991 visent la construction de centres de stockage (2 par an) et l'augmentation annuelle d'environ 75 000 D du fonds de roulement. Le coût total seront de 640 000 D.

1.9 Projet insémination artificielle :

Les actions d'insémination artificielle sont menées par l'OEP et la D/PA. L'OEP a réalisé 60 660 inséminations dans 15 gouvernorats en 1986. 7200 inséminations ont été réalisées dans le gouvernorat de Béja, 9 000 dans les gouvernorats de Tunis Ariana et Ben Arous, 3350 à Jendouba, 13 260 à Nabeul. 10 845 à Bizerte. Les gouvernorats du Nord-Est (Tunis, Ben Arous, Ariana, Bizerte, et Nabeul) ont bénéficié de 33 000 inséminations soit 55 % du total.

Les inséminations ont surtout bénéficié aux croisements 31 300, le reste allant aux vaches de race pure.

1.10 Projet de saillie naturelle :

Les actions de l'OEP en 1986 ont porté sur la distribution 286 taureaux le contrôle des activités de 500 géniteurs. 19 800 saillies ont été enregistrées. Depuis son existence en 1974, le projet a permis la distribution 2450 géniteurs.

1.11 Projet élevés beliers :

Le projet récupère chaque année les meilleurs agneaux qu'il place auprès des éleveurs qui en font la demande. En 1986 1590 beliers ont été récupérés (prévisions 2200 têtes). La vente d'antennais reproducteurs a porté sur 1255 têtes.

1.12 Projet récupération d'agnelles :

Il s'agit de récupérer sur le marché les agnelles destinées à l'abattage. L'OEP a acheté et engraisé dans son centre d'El H'bibia 5360 têtes en 1986.

1.13 Collecte et transformation du lait :

Ce projet s'inscrit dans le programme national d'amélioration de la collecte de lait. Outre les industriels plusieurs organismes interviennent dans la collecte notamment les Offices de Mise en Valeur. L'OEP est intervenu en 1986 pour la construction des centres de Menzel Temime, Menzel Bouzalfa, Mateur et El Alia. D'autres centres sont en cours : Zaghouan, El Guardanine, Korba : l'OEP participe aussi à la réalisation des centres prévus dans le cadre du Projet BIRD de Développement de la Production Agricole du Nord-Ouest : 1 centre fixe au Sers et 3 centres mobiles.

Au 31 Décembre 1986 20 centres ont été réalisés et mis en marche pour une capacité totale de 46 000 l. 4 centres sont en cours de construction ou d'aménagement.

Le programme de 1987 prévoit la réalisation de 8 centres.

1.14 Autres projets :

Aux projets précédents il faudrait ajouter ceux qui suivent :

. Projet Régional d'aménagement des parcours (RAB/84/025). C'est un projet financé par le PNUD et géré par la FAO. Il vise à améliorer la gestion des parcours dans les pays du Maghreb et 3 pays du moyen orient. En Tunisie il vise surtout à la formation de l'encadrement et à la réalisation de projets pilotes.

. Développement de l'élevage dans les oasis des zones sahariennes. Projet FAO PNUD TUN 84/013.

. Cartographie des ressources pastorales dans les zones de mise en valeur du Sud. Projet PNUD. TUN/86/002 /A/01/99.

. Ce projet qui a été signé en 1986 vise à cartographier les zones où les aménagements pastoraux ou autres sont prévus et à compléter la carte au 1/200 000 à des ressources en sol. Les zones prévues sont les régions de Matoug, El Faouk, Sabria, Oued Zitour, Smar Kerchaou, Oued Abdallah Chereb et El Ousara. La surface à cartographier sur 5 ans est estimée à 500 000 ha.

2. LES ACTIONS FOURRAGES-ELEVAGE DANS LES AUTRES PROJETS :

Une partie importante, sinon la plus importante des actions de développement des fourrages et de l'élevage est comprise dans un grand nombre de projets d'investissement autres que les projets dont il vient d'être question.

Pratiquement tous les projets de développement hydro-agricole comportent des composantes fourrages-élevages. Il s'agit là bien sûr de fourrages en irrigué. Les autres projets d'investissement pour les cultures en sec ont des effets significatifs sur l'élevage soit par l'insertion de soles fourragères soit par des activités spécifiques d'amélioration de la production animale.

En outre plusieurs de ces projets comportent des actions pour la collecte de lait.

Pour chacun de projets examinés ici seront indiqués les années de démarrage et d'achèvement, le coût total, l'origine du financement ainsi que l'organisme maître d'oeuvre. En fonction des informations disponibles dans les fiches projets préparés par la D/PSAE seront aussi indiquées, les superficies et les productions fourragères, les accroissements attendus de lait et de viande ainsi que les principales actions de promotion de l'élevage et des fourrages. L'impact de ces projets sur la production restera cependant difficile à apprécier en l'absence de travaux appropriés de suivi-évaluation.

2.1 Projet de Mejerdah II - Nebhana II :

1983 - 1987 - 27,2 MD BIRD - OMVVM et OMV Nebhana.

La partie élevage est concentrée dans les zones relevant de l'OMVVM et prévoit entre autres, la construction de 4 centres de collecte de lait réfrigéré d'une capacité de 30 000 l.

La production additionnelle est estimée à 10 300 T de lait à 200 T de viande.

2.2 Aménagement hydro-agricole de Ras El Djebel Kalaat El Andalous :

1983 - 1987 - 65,7 MD - BAD et KFW (RFA) EGTH et OMVVM.

La mise en valeur hydro-agricole prévoit l'extension des cultures fourragères, bersim vesce-avoine, luzerne et sorgho fourrager, ainsi que des superficies réservées au blé. La production additionnelle en année de croisière serait de 1150 T de viande bovine 11 500 T de lait. Dans les périmètres irrigués concernés la production de bersim atteindrait 53 000 T, celle de Sorgho fourrage 35 000 T et celle de luzerne 22 000 T.

2.3 Création de 5400 ha irrigués au Cap-Bon :

1983 - 1988 - 27,25 MD - BAD et KFW (RFA) EGTH, OMVVM et OMV de Nabeul.

Le projet vise essentiellement la sauvegarde de périmètres irrigués existant grâce à un apport additionnel d'eau. On prévoit des accroissements de 2800 T de blé, 4 000 T de vesce avoine et 6500 T de lait. Il est aussi prévu d'introduire la bersim dont la production devrait atteindre 56 000 T. En régime de croisières les superficies fourragères devraient occuper 4700 ha.

2.4 Aménagement des périmètres irrigués de Sidi-Saâd

1983 - 1988 - 13,7 MD - Budget - EGTH et OMV de Kairouan.

Le projet vise l'aménagement de 4 000 ha pour l'irrigation à partir du barrage Bourgriba. Le projet prévoit 3 000 ha de fourrages et une production de viande de 1750 T.

2.5 Irrigation en Tunisie centrale :

1983 - 1988 - 24,3 MD - BIRD-OMV de Kairouan et Office de Développement de la Tunisie Centrale.

Les accroissements additionnels prévus de la production portent sur la vesce avoine 1400 T, la luzerne 11 000 T, le Sorgho 9 000 T. Les superficies fourragères devront passer de 500 ha à 1250 ha et l'accroissement total de la production fourragère serait de près de 30 000 T.

2.6 Périmètre irrigué de Borj Toumi :

1984 - 1988 - 13,6 MD - Fonds Arabe de Développement Economique et Social (FADES).

Le projet devrait permettre une production de 9000 T de lait et 500 T de viande.

2.7 Aménagement hydro-agricole de la plaine de Siliana :

1984 - 1987 - 14,7 MD - Fonds Kowétien EGTH et OMV de Lakhmès.

Les cultures fourragères devraient permettre la production de 5000 T de lait et 500 T de viande.

2.8 Périmètre de Mateur :

1985 - 1988 - 18,4 / MD (y compris périmètre de Sejenane) - FADES - EGTH et OMVVM.

Le projet porte sur la création d'un périmètre irrigué de 1650 ha dont plus 900 ha relèvent des terres domaniales. Le développement des cultures fourragères pourra permettre une production additionnelle de 2300 T de lait et 400 T de viande.

2.9 Mise en valeur du Jerid :

1984 - 1989 - 32,6 MD - Fonds d'Abou Dhabi pour le Développement Economique Arabe.

Le projet est axé sur le développement du palmier dattier avec cependant une composante fourragère importante qui permettrait de passer d'une production 3 000 T à 17 000 T.

2.10 Mise en valeur de Nefzaoua :

1984 - 1980 - 40,3 MD - Fonds Saoudien de Développement - Direction du Génie Rural et OMV de Gafsa Jerid.

Comme le précédent projet la production est axée sur les dattes avec une composante production fourragère qui devrait permettre un accroissement de 8 000 T.

2.11 Renovation des Oasis de Gabès :

1986 - 1990 - 30 MD - EGTH et OMV de Gabès - Medenine.

Le projet porte sur la renovation de 5000 ha d'oasis traditionnelles. IL est axée sur la production fruitière et légumière. La production fourragère devrait passer de 15 000 à 40 000 T.

2.12 Irrigation de Sidi-Bouzyd :

1984 - 1988 - 10 MD - FIDA - OMV de Sidi-Bouzyd.

Axé sur la création et la réhabilitation de périmètres irrigués le projet vise à l'accroissement de la production fruitière et maraîchères. La composante fourrages vise accroître les superficies fourragères (Sorgho, vesce avoine, orge et luzerne) de plus de 200 ha avec une production additionnelle 7500 T soit environ 2 millions d'UF.

2.13 Développement des petites et moyennes exploitations de Sidi-Bouzyd :

1986 - 1990 - 7,6 MD - FIDA - OMV de Sidi-Bouzyd.

Le projet est axé sur la production arboricole en sec mais prévoit des actions d'amélioration des parcours et notamment la plantation d'acacias et de cactus inerme. Le programme d'amélioration pastorale par la plantation de 2800 ha dont 260 ha ont été réalisés en 1986.

2.14 Projet pilote de lutte contre la désertification à Sidi-Bouzyd :

1983 - 1986 - Assistance Suedoise.

Les réalisations pastorales de 1983 à 1986 ont porté sur 165 ha.

2.15 Assistance à Petite et Moyenne Exploitation du Nord-Est :

1978 - 1989 - Plus de 60 millions d'USD - USAID - Direction de l'Assistance à la petite et moyenne exploitation.

C'est un projet de crédit agricole supervisé axé sur le développement des grandes cultures et de l'élevage avec des activités importantes de vulgarisation.

Dans la zone du Projet les prévisions des superficies à emblaver sont les suivantes :

	(ha)		
	<u>1986</u>	<u>1991</u>	<u>Variation</u>
- Céréales	43 000	119 000	+ 76 000
- Légumineuses	15 000	26 000	+ 11 000
- Fourrages	18 000	32 000	+ 14 000

Les actions portant sur l'amélioration de la production animale visent à encourager l'engraissement des taurillons et des moutons, l'acquisition de génisses et de brebis. Dans ce domaine les prévisions sont les suivantes:

	<u>1986</u>	<u>1991</u>	<u>Variation</u>
- Engraissement de taurillons (têtes)	-	4860	4860
- Engraissement d'agneaux	-	5670	5670
- Génisses	-	1275	1275
- Brebis	-	14570	14570

Les accroissements attendus de la production se résument comme suit :

(UNITE : Tonnes)

	<u>1986</u>	<u>1991</u>	<u>Variation</u>
- Céréales	69000	226000	157000
- Légumineuses	1350	32150	30800
- Fourrages	5150	131850	126500
- Lait (hl)		64500	64500
- Moutons (têtes)		6000	6000
- Taurillons (têtes)		25000	25000

Les prévisions précédentes peuvent paraître très optimistes aussi bien pour ce qui est des emblavures que pour les productions. Il est ainsi peu probable d'obtenir des accroissements parallèles aussi substantiels des emblavures de céréales, légumineuses et fourrages (+ 100 000 ha) même si l'on considère que les jachères sont actuellement importantes.

Les rendements escomptés en céréales et fourrages paraissent plus réalistes. Pour les céréales on espère passer de 16 à 19 qx/ha et pour les légumineuses de 11,1 à 12,3 qx/ha.

En valeur la production devra s'accroître de façon substantielle.

(En MD)

	<u>1986</u>	<u>1991</u>	<u>Accroissement</u>
- Céréales	11,7	34	22,3
- Légumineuses	6	12,8	6,8
- Fourrages	3,2	9,9	6,7
- Viande		6	6
- Autres			
produits animaux		1,5	1,5

2.16 Développement des Petites et Moyennes Exploitations dans les Gouvernorats du Keï et de Siliana :

1981 - 1990 - 13,4 MD + (?) MD (Nouveau) - FIDA D/APME.

Ce projet est très similaire au précédent. Le crédit agricole supervisé soutenu par des activités intensives de vulgarisation devrait permettre aux PME de contribuer de façon substantielle à l'accroissement de la Production. La 1ère phase du Projet a été achevée la 2ème phase est en cours de négociation avec le FIDA qui a proposé un document de préparation sur la base duquel les projections qui seront données plus loin ont été faites par la D/APME.

Comme pour le Projet APMANE la composante fourrage élevage est substantielle. Non seulement les cultures fourragères seront encouragées mais des crédits sont affectés à l'acquisition de bétail et à la construction d'étables et d'enclos.

Les évolutions prévues entre 1986 et 1991 sont résumées dans le tableau suivant :

<u>Superficies (ha)</u>	<u>1986</u>	<u>1991</u>	<u>Accroissement</u>
- Céréales	45400	50300	4900
- Légumineuses	1500	2250	750
- Fourrages	3450	3950	500

Bétail

- Taurillons	60	550	490
- Agneaux	-	900	900
- Génisses	66	445	710
- Brebis	3050	8500	5450

Production

- Céréales (T)	66400	95000	28600
- Légumineuses (T)	950	1350	400
- Fourrages (T)	4450	6400	1950
- Lait (hl)	1180	13350	12170
- Moutons (Têtes)	-	900	900
- Taurillons (Têtes)	60	650	590

Les accroissements prévus ici demeurent modestes, les conditions naturelles étant dans l'ensemble, moins favorable que dans le Nord-Est. Les crédits qui seraient mobilisés sont aussi modestes passant de 6 MD en 1987 à 8,6 MD en 1991 alors que pour le Projets APHANE on devrait passer de 10,7 à 20 MD.

Le succès des deux projets dépendra en particulier du bon fonctionnement du système de crédit et surtout de l'amélioration du taux de recouvrement de celui-ci qui devrait passer de 50-60 % en 1986 à 85 % en 1991 et la récupération d'ici 1991 de 16,2 MD d'impayés. En 1991 le projets APHANE et FIDA Kef Silianr devraient toucher près de 60 % des superficies détenues par les petits et moyens exploitants (ceux dont les exploitations sont inférieures à 50 ha).

2.17 Production agricole dans le Nord-Ouest :

1986 - 1991 - 38 MD - BIRD.

Commissariat Central au Développement Agricole (CCDA).

Le projet vise à accroître la production des céréales et de l'élevage auprès des moyens et grands exploitants de certaines délégations de la région du Nord-Ouest. IL est principalement axé sur des activités de vulgarisation et sur la fourniture de crédits.

Dans le domaine de l'élevage et des fourrages le projet prévoit des accroissements suivants.

A C C R O I S S E M E N T S

<u>Spéculation</u>	<u>Superficies</u> <u>(Ha)</u>	<u>Production</u> <u>(T)</u>
- Poin	2600 ha	14 900
- Ensilage	18400 ha	276 000
- Médicago	10000 ha	

Les ressources alimentaires devraient s'accroître de 95,2 Millions d'UF.

Les accroissements attendus de la production animale sont les suivants :

- Viande de mouton	3200 T
- Laine de mouton	200 T
- Lait de vache	45000 T
- Viande du cheptel laitier	5000 T
- Viande d'agneaux	500 T
- Viande de boeuf	3800 T

Il y aura ainsi un accroissement additionnel de 12500 Tonnes de viande.

Ces accroissements seront acquis à partir de l'amélioration de l'alimentation, de la conduite du troupeau des investissements prévus, à savoir, l'acquisition du cheptel, la construction d'étables, l'amélioration génétique et l'amélioration de la santé animale. Le projet finance en outre des centres de collectes de lait qui seront réalisés par l'Office de l'élevage.

2.18 Développement rural du Nord-Ouest :

1981 - 1988 - 17,2 MD - BIRD - Office de Développement Sylvo-pastoral du Nord-Ouest.

Initialement prévu pour cinq ans, le projet a été prorogé pour 2 ans afin de mieux préparer la 2ème phase et ce suite notamment à une évaluation à mi-parcours effectuées par le Centre d'Investissement de la FAO.

Le projet poursuit des objectifs multiples : lutte contre l'érosion, reboisement, développement des fourrages et de l'élevage, développement rural.

Les actions de mise en valeur pastorale sont principalement justifiées par des finalités de protection anti-érosive. Les actions portent sur la création de prairies permanentes, l'amélioration des parcours (en forêt et hors forêt) la vulgarisation du Sulla et du médicago. Les 3 premières années du projet 1982, 1983 et 1984, le projet a réalisé 1650 ha de prairies permanentes 1060 ha de parcours améliorés 3400 ha de prairies de Sulla et 525 ha d'assolements médicago-céréales. Dans le cadre des activités de vulgarisation le projet a aussi permis l'extension des fourrages avec près de 6 000 ha de veace avoine à travers la fourniture de semences et de crédit.

Dans le domaine de l'intensification de l'élevage les réalisations ont porté sur l'acquisition de 65 taureaux reproducteurs, 556 beliers améliorateurs, 105 génisses et 1100 brebis.

Par ailleurs le projet prévoyait un programme d'amélioration génétique à travers le croisement d'absorption. 1300 saillies ont été réalisées en 3 ans pour ce qui est des bovins.

Enfin le projet assure le contrôle sanitaire du bétail utilisant les prairies permanentes mais ce contrôle paraît quelque peu insuffisant.

Outre les actions précédentes le projet assure la collecte de lait dans certaines zones où il intervient. Il a ainsi pu créer et mettre en place 14 centres de collecte de lait dont 7 sont équipés.

Le potentiel de production fourragère des réalisations du projet a été estimé comme suit :

- Prairies permanentes	3,65 M.UF
- Pâturages améliorés	1,40 M.UF
- Sulla	2,24 M.UF
- Médicago	0,42 M.UF
- Verce-avoine	3,65 M.UF
Total	11,37 M.UF

Tel qu'il était conçu à l'origine, le projet devait fournir une production additionnelle estimée comme suit en année de croisière.

- Lait	3200 T
- Viande	7200 T

Les prévisions du projet portaient les réalisations suivantes :

	<u>Superficie</u>	<u>Production</u>	<u>Production</u>
	<u>(ha)</u>	<u>(T)</u>	<u>Additionnelle</u>
			<u>(T)</u>
- Céréales	13 400 ha	17 700 T	(-) 10 300 T
- Légumineuses	7 900 ha	6 300	(+) 4 000
- Fourrage	28 700 ha		
- Viande bovine	-	5 955	4 425
- Lait	-	71 930	67 930
- Viande ovine	-	3 325	2 780
- Laine	-	290	200

Les prévisions en ce qui concerne les superficies devraient être atteintes en 1987. Une 2ème phase du projet est prévue pour démarrer en 1988.

2.19 Développement agricole des délégations intérieures de Mahdia

1986 - 1990 - 28 MD - BAD - Office de Mise en Valeur de Souassi.

C'est un projet de type développement rural qui porte principalement sur l'arboriculture, l'irrigation et l'amélioration de l'élevage. Dans ce domaine le projet prévoit la production 44 200 UZ ovines, l'aménagement 5650 ha de parcours, l'amélioration génétique et la construction d'infrastructures pour la santé animale. Des assolements fourragers seront dans les périmètres irrigués pour assurer l'alimentation de 630 UZ bovines laitiers. On prévoit la construction de 186 étables ainsi que d'un centre de collecte pour le lait.

Les prévisions de production sont les suivantes :

<u>P R O D U C T I O N</u>		
	<u>Année de croisière</u>	<u>Additionnelle</u>
- Viande ovine (T)	1500	500
- Laine (T)	123	50
- Viande bovine (T)	175	156
- Lait (T)	1575	1435

Le coût de la composante élevage a été estimé à 3,2 MD. L'amélioration des parcours porte sur la plantation 3 000 ha d'acacias, 1600 ha de cactus et 1650 ha d'atriplex.

2.20 Projet de Développement de la Tunisie Centrale:

1980 - 1985 - 47,5 MD de USD - USAID.

Office de l'Elevage et des pâturages Office de développement de la Tunisie Centrale.

Le projet comprend plusieurs sous projets : vulgarisation, développement zonal, recherche sur l'agriculture en sec aménagement hydro-agricole, eau potable, parcours.

Le sous projet parcours, dont le coût est de 9,2 M USD a commencé en 1982. IL devait s'achever en 1986 mais son extension est prévue jusqu'en 1989 coût actualisé 6,128 MD + 6,6 M. USD. Le sous projet intéresse 7 gouvernorats et prévoit l'aménagement de 20 000 ha de parcours collectifs et privés, la collecte du matériel végétal local en vue de son utilisation pour l'enrichissement des parcours.

De 1982 à 1986 les réalisations du projet ont portés sur

- Réserves en plein sur parcours	6500 ha
- Réserves sur pied	2132 ha
- Fourrages annuels	2972 ha
- Mise en dépens	1750 ha

L'aménagement des parcours comporte l'installation de clôtures (barbelés ou cactus), l'organisation de rotations et mises en défens, l'aménagement de points d'eau et la construction de bassins antigaleux. Le projet intervient aussi pour développer les fourrages cultivés, améliorer le bétail par la fourniture de bœufs reproducteurs. Pour compenser les pertes occasionnées par les mises en défens des aliments (concentré, paille, foin) sont fournis avec une subvention de 50 %.

Le projet mène en outre des essais expérimentaux de plusieurs espèces pastorales locales. Ces essais portent sur plusieurs variétés d'agropyrons, des atriplex et médicago. Le projet produit aussi des semences de médicago et a initié des activités de traitement de la paille par l'ammoniac.

* Kairouan, Kasserine, Sidi-Bouzyd, Gafsa, Siliana, le Sud des gouvernorats du Kef et de Zaghouan.

Le projet a été l'objet d'une évaluation en 1986. Le rapport contient des indications intéressantes sur les coûts des diverses actions d'aménagement pastoral.

Les objectifs de développement pour le VIIème Plan sont résumés comme suit :

- Réserves 8000 ha
- Réserves sur pied 8950 ha
- Fourrages annuels 4125 ha
- Mise en défens 1525 ha
- Complémentation (concentré) 1949 T
- Soins vétérinaires pour 40 000 têtes /an environ
- Subvention pour 1000 bœufs reproducteurs
- Production de semences sur 300 ha/an en moyenne
- Traitement de la paille) 350 T d'ammoniac
) 72 T de plastique
- Construction de bassins antigaleux 31.

Le coût total du projet pour le VIIème Plan a été estimé à 4,2 MD dont 2,2 MD pour les améliorations pastorales et les fourrages annuels, 358 000 D pour la complémentation, 382 000 D pour les semences, 221 000 D pour le traitement de la paille. La contribution de l'USAID est de 2,6 MD.

Les actions à entreprendre devraient permettre de passer d'une production de 160 à 400 UF/ha.

2.21 Projet clairières forestières :

1984 - 1989 - 11,363 MD - XFW (RFA) - Office de Développement Sylvopastoral du Nord-Ouest.

Le projet intervient dans 3 délégations du gouvernorat de Jendouba (Aïn Drahem, Fernana et Ghardimaou) et particulièrement dans 8 imadats totalisant 18 500 ha avec une population de 47 620 personnes. Il a pour objectif la valorisation et la protection des ressources naturelles et l'amélioration des conditions de vie des populations. Ceci sera obtenu par l'amélioration des infrastructures (pistes, points d'eau) l'encadrement, l'intensification des cultures, l'amélioration de la production fourragère et de l'élevage.

Les premières années ont été principalement consacrées aux actions d'infrastructure.

Le projet prévoit l'installation de 2427 ha de prairies permanentes l'approvisionnement en intrants pour 12 500 ha, l'acquisition et l'utilisation 160 taureaux reproducteurs, 320 bœufs et la construction de 60 étables. Au 31-12-1986 les réalisations ont porté sur la plantation de 77 ha d'arbustes fourragers, la création 825 ha de prairies permanentes, l'amélioration des parcours sur 260 ha et la distribution d'intrants pour les cultures fourragères sur 2828 ha.

Similaire dans sa conception au projet de développement rural du Nord-Ouest, le Projet clairières forestières utilise comme support les actions de protection du patrimoine (conservation des eaux et du sol) et d'équipement en infrastructure (désenclavement) des zones d'intervention pour valoriser les ressources naturelles (parcours) mieux utiliser les sols par l'installation des prairies permanentes et développer des activités de vulgarisation et de crédit pour promouvoir les cultures fourragères assolées et améliorer la production animale notamment à travers l'amélioration génétique.

Le projet devrait permettre une production additionnelle de 16 millions d'UF, 1500 T de viande 9900 T de lait.

Les prévisions portaient aussi sur la réalisation la 6ème année de 1500 ha de fourrages annuels, 2950 de fourrages pluriannuels 195 ha de prairies permanentes et 625 ha d'arbustes fourragers.

Le projet progresse normalement et bénéficie d'une assistance technique Allemande.

2.22 Développement de l'Agro-combinat Ghezala Mateur :

1984 - 1987 - 10,7 MD - BAD Office des Terres Domaniales.

L'objectif du projet est d'accroître la production animale, celle des fruits et du vignoble à travers des équipements hydrauliques, l'acquisition de matériel, la construction d'étables, l'achat de 3 000 génisses pleines et de 3 000 antenaises, l'irrigation de 500 ha de cultures fourragères au sein de l'agro-combinat qui compte 5322 ha. Il est prévu de réduire les cultures céréalières et d'accroître les fourrages et les légumineuses. La dernière année du projet il y aurait :

Avoine	200 ha
Féverolle	200 ha
Vesce	100 ha
Orge en vert	300 ha
Vesce avoine foin	150 ha
Vesce avoine Silage	400 ha
et en irrigué	
Avoine féverolle -	
Silage	300 ha
- Sorgho	100 ha
- Ray gras hane	100 ha

Il y aura en outre 4500 ha de parcours améliorés.

En régime de croisière la production, fourragère serait de 60 000 T soit une production additionnelle de 42 000 T.

La production additionnelle serait de 6250 T de lait de vache, 34 tonnes de fromage de brebis, 54 millions d'oeufs, 44 Tonnes de viande de volaille, 346 Tonnes de viande bovine.

3. FOURRAGES ET ELEVAGE DANS LES SMVD

3.1 Les sociétés constituées :

8 Sociétés de Mise en Valeur et de Développement Agricole (SMVD) ont été constituées. Elles fonctionnent sur des projets dont le coût total a été évalué à 50 millions de dinars. Plusieurs de ces sociétés ont des composantes élevage substantielles. Ces sociétés sont de droit privé avec participation de fonds publics. Elles sont installées sur des anciennes UCP dont les terres leur sont louées par l'Etat pour une longue période. La plupart des ces sociétés ont été créées entre 1982 et 1985.

Le SMADEA (1982) dispose 3700 ha dont 740 ha irrigués. Elle gère un projet de 7,37 MD qui vise à l'intensification de la production laitière à partir d'un élevage de 2800 vaches. En régime de croisière la SMADEA devrait produire 12 700 T de lait, 1 000 T de viande bovine et 70 tonnes de viande ovine.

El Aara (1984) dispose 6300 ha sur une ancienne ferme de l'OEP. Le coût du projet est de 7,35 MD. Ce projet porte entre autre sur l'installation 250 vaches laitières, d'engraissement annuel de 1130 taurillons et un élevage de 3 000 têtes de brebis.

Mateur Jalta 1985 - 4150 ha - Le coût du projet est de 7,5 MD. L'élevage porte sur 1500 vaches laitières et 3 000 brebis laitières.

Medjez 1985 - 3940 ha - coût du projet : 10 MD 1920 vaches laitières - 2500 brebis (viande)

Lakhsas 1985 - 1450 ha coût du projet 3 MD- Elevage : 600 vaches laitières - 1000 brebis à viande.

Testour 1985 - superficie 3535 ha coût 4,7 MD.

Elevage associé aux grandes cultures. Production escomptée en année de croisière : Lait : 900 T, viande bovine 61 T viande ovine : 158 Tonnes.

Sidi Mansour 1986 - 7400 ha - 5,6 MD Elevage : 5000 têtes ovines - production escomptée 140 T de viande ovine.

La 8ème société, SEDAN n'a pas d'activités d'élevage. Les 7 sociétés qui ont des activités d'élevage et de production fourragère totalisent une superficie de 30 500 ha et un volume d'investissement de 45 MD. Le cheptel de ces sociétés est évalué à au moins 7270 vaches laitières 3000 brebis laitières et 11 500 brebis à viande.

3.2 Les nouvelles sociétés :

3 Sociétés sont en cours de constitution. Elles totalisent 10 766 ha prévoient des investissements de l'ordre de 11,2 MD. Les composantes élevage porteraient sur 1090 vaches laitières et 11 000 brebis.

La création de 10 nouvelles sociétés est envisagée. Les investissements prévus portent sur 38 MD. Le cheptel à installer est évalué à 4250 vaches et 12 500 brebis. Les superficies des 10 sociétés sont de 33 000 ha.

Si toutes les prévisions se réalisent les sociétés de mise en valeur qui seraient au nombre 21 auraient un cheptel laitier de 12 500 vaches et 37 500 brebis, soit un potentiel de production laitière de 56 000 T de lait de vache ce qui est l'équivalent de 30 % de la production additionnelle attendue du VIIème Plan.

4. LES NOUVEAUX PROJETS POUR LE VIIème PLAN :

La liste définitive des projets de développement n'a pas encore été arrêtée. Les fiches de projet disponibles pour le sous-secteur de l'élevage comportent peu de détails sur les résultats escomptés. Le financement des actions de développement reste à définir. Les propositions dont il est question ici ainsi que les prévisions par le VIIème Plan des projets précédents sont données à titre indicatif. La liste définitive et le volume d'investissement seraient précisés ultérieurement.

4.1 Programme de santé animale :

Ce programme comporte 16 sous-programmes d'un coût total de 17 080 700 D.

8 sous-programmes d'un coût total de 10,9 MD sont destinés aux bovins. 7,5 MD sont destinés à la lutte contre la tuberculose bovine. Sur ce montant 7,2 MD devraient être consacrés à l'indemnisation des propriétaires du cheptel à abattre. Les principales actions intéressent en outre la lutte contre la fièvre aphteuse la brucellose, la piroplasmose et la rhénotracheite infectieuse. Un petit sous-programme est destiné à la lutte contre la stérilité bovine (330 000 D).

2 Sous-programmes seulement intéressent les ovins (lutte contre la gale et la clavelée) pour un coût de 1 MD:

1 Sous-programme est destiné à l'aviculture en vue du contrôle des principales maladies contagieuses.

Les autres sous-programmes intéressent l'ensemble des espèces ils portent principalement sur la constitution d'un fonds de calamité (200 000 D) le renforcement de l'Institut de Recherche Vétérinaire de Tunisie ainsi que les laboratoires régionaux (2 MD), la création d'un laboratoire de pathologie aviaire et cunicole (716 000 D) et la création d'un laboratoire d'analyse des aliments du bétail (650 000 D).

Le programme de santé animale qui revêt une importance primordiale a besoin d'être mieux structuré. Dans un domaine aussi sensible il serait nécessaire d'adopter une stratégie d'ensemble qui viserait entr'autre à l'éradication des maladies contragieuses et notamment la tuberculose bovine. Si l'on analyse la ventilation des coûts du programme on s'aperçoit que les montants réservés aux produits de traitement sont très modestes. 42 % sont destinés à l'indemnisation et 32 % aux équipements (laboratoires et véhicules) et environ 23 % sont effectivement destinés à l'amélioration de la santé animale au cours du VIIème Plan.

4.2 Programme de collecte de lait :

Le circuit industriel n'absorberait que 20 % de la production de lait frais. Au 31-12-1985 il y aurait 102 centres de collecte de lait d'une capacité totale de 315 500 litres.

Les prévisions de réalisation au cours du VIIème Plan visent à doubler le nombre de centre de collecte par la création de 102 nouveaux centres d'un coût total de 11,152 MD. Le financement de ces centres serait proposé à la commission des communautés économiques Européennes.

4.3 Importation de génisses :

Les objectifs de production du VIIème Plan impliquent un accroissement de 9,7 % du cheptel de race pure ce qui nécessiterait des importations annuelles de 3000 génisses pleines. Le coût de ces importations est estimé à 15 MD.

4.4 Elevage de génisses :

Afin de réduire le recours aux importations de vaches de race pure il est envisagé de développer la production locale de génisses. Le projet permettrait la production de 5800 génisses. Le coût du projet serait de 650 000 D dont 76 % est constitué par un fonds de roulement. Le projet nécessite aussi un volume de crédit 1,6 MD destiné aux producteurs.

4.5 Développement de l'élevage ovin :

Le projet agirait sur la production fourragère l'amélioration génétique la conduite du troupeau et la vulgarisation en vue du développement des ovins laitiers et de l'extension de l'élevage de la race noire de Thibar.

Pour ce qui est des ovins laitiers il est prévu de récupérer et de placer 50 000 agnelles et 3 000 élèves beliers, pour la race noire de Thibar on prévoit la récupération de 30 000 agnelles et 3500 élèves beliers. Les deux composantes coûteraient respectivement 537 000 et 368 000 D soit 905 000 D dont 470 000 sur le Titre II et le reste sur le Titre I (les coûts du projet demeurent imprécis).

4.6 Programme de traitement de la paille à l'ammoniac

Il a été question de ce traitement depuis plusieurs années déjà. Des actions sont prévues dans divers projets. Peu d'informations sont disponibles sur les réalisations. Le programme recense les diverses actions auprès des organismes et projets impliqués ceux-ci sont au nombre de 11.

En 1991 ces projets et organismes permettront de traiter 59 000 T de paille. Les investissements en matériel sont estimés à 88 500 D. 34 % de la paille sera traitée au sein du projet sous-produits de l'OEP.

Une requête aurait été soumise au PNUD pour un projet d'un coût total de 1.285 000 D dont 278 800 seraient fournis par le PNUD et 232 000 sur le budget. Le projet devrait permettre le traitement de 10 000 T/an de paille en moyenne ce qui nécessiterait 1500 T d'ammoniac et 252 T de film plastique.

4.7 Promotion des caprins laitiers dans le Centre-Sud :

Le projet vise la production et la diffusion de géniteurs sélectionnés, la création de centres de saillie, le contrôle sanitaire la formation et l'encadrement des éleveurs dans 6 gouvernorats du Centre et du Sud. Les actions portent sur la production de 500 boucs améliorateurs 500 chevrettes, la construction 10 centres de saillies, la réalisation de 2600 inséminations artificielles et le contrôle sanitaire de 3000 têtes.

Les investissements s'élèveraient à 212 000 D.

4.7 Encouragement à l'utilisation de géniteurs ovins et caprins :

Ce projet vise à valoriser les résultats du programme de contrôle de performance en récupérant et commercialisant les meilleurs produits identifiés. Les actions du projet portent sur l'acquisition et la commercialisation de 12 000 béliers dont 1300 importés et 1050 boucs dont 350 importés. Le coût du projet n'est pas précisé.

4.8 Récupération des agnelles :

Afin d'éviter l'abattage d'agnelles (race noire de Thibar et race Sicilo-Sarde) le projet envisage de les récupérer et de les affecter aux centres d'élevage de l'OEP afin d'accroître les effectifs d'agnelles qui seraient en voie de regression. Le coût du projet n'est pas précisé.

4.9 Engraissement des agneaux :

Le projet ambitionne la mise au point de systèmes de conduite, de méthodes d'engraissement et de normes de construction des ateliers d'engraissement. L'objectif est l'accroître le poids des agneaux à l'abattage. Les agneaux sevrés sont acquis sur le marché et mis dans des centres d'engraissements utilisant une alimentation à base d'ensilage. Le projet qui serait installé dans une ferme domaniale devra permettre la production de 24 000 agneaux en 1991. Le coût du projet est évalué à 641 000 D.

4.10 Transplantation embryonnaire :

A travers la technique de transplantation embryonnaire le projet vise l'amélioration génétique du cheptel bovin et une moindre dépendance à l'égard des importations. Le projet serait géré par la D/PA et l'IRVT. Le personnel technique existe. 4 vétérinaires sont spécialisés en transplantation embryonnaire ainsi que le minimum de matériel nécessaire. Le coût du projet est relativement réduit 411 000 D dont 130 000 D de construction (centre de transplantation) 133 000 D d'équipements le reste va au frais de fonctionnement. Le projet utilisera 30 donneuses qui produiront en moyenne 243 embryons dont 121 femelles. 30 parmi celles-ci seront utilisées comme donneuses de remplacement et 90 pourraient être utilisées comme génisses de haute performance.

4.11 Développement de l'élevage équin :

L'objectif serait d'accroître les effectifs pour satisfaire les besoins intérieurs et pour l'exportation. Les actions portent sur l'aménagement et l'extension des haras existants, la construction de station de monte, l'acquisition de reproducteurs pur sang, et l'acquisition de matériel agricole et de transport.

Le coût du projet serait 3,45 MD:

4.12 Développement de l'élevage camelin :

Les effectifs sont regression mais le dromadaire dispose d'un potentiel de production de viande de lait, de poils et de peaux qui mérite d'être valorisé. Il constitue en outre l'unique espèce qui pourrait le mieux valoriser certains parcours du Centre et du Sud. Le projet porte sur la création de centres de rassemblement des dromadaires, de centres de récupération des jeunes chamelons, d'un centre de géniteurs à Douz. Le coût total du projet pour la création de 6 centres de rassemblement, 6 centre de récupération de jeunes chamelons, et du centre de géniteurs à Douz serait 4,5 MD:

Le projet permettrait de faire passer les effectifs camelins de 85 400 têtes en 1986 à 100 000 en 1991. La production de viande devrait passer de 2615 T en 1986 à 3076 T en 1991.

5 - APPRECIATION GENERALE :

Peut-être plus que d'autres projets de développement agricole les projets fourrages-élevage apparaissent très disparates, dispersés entre un grand nombre d'opérateurs sans le bénéfice d'une conception d'ensemble ou d'harmonisation minimum des méthodes d'intervention. Cette situation est en quelque sorte le reflet de la dispersion des compétences au niveau national et de la maîtrise insuffisante de la politique de développement de la production animale dans le pays.

La dispersion caractérise toutes les catégories de projets aussi bien ceux qui sont spécifiquement élevage fourrage que ceux qui comportent des actions plus ou moins importantes dans ce domaine.

D'une façon générale les projets fourrage-élevage sont de petite dimension. La cinquantaine de projets en cours ou prévus ne dépassent pas chacun 2-3 MD. Paradoxalement les projets qui intéressent le bétail sont presque aussi dispersés que ceux de l'alimentation de celui-ci. Outre l'Office de l'élevage et la D/PA, les Offices régionaux et les Offices de mise en valeur interviennent pour la santé animale l'amélioration génétique. La dispersion de projets d'alimentation est pour ainsi dire structurelle, les projets de production fourragères relevant aussi bien de la D/PV, de l'Office des céréales des Offices de Mise en Valeur, des Offices régionaux, que des Directions des forêts, de la conservation des eaux et du sol.

Les projets se heurtent de façon plus ou moins uniforme à des difficultés de gestion. D'une part fort peu de projets démarrent et s'achèvent aux dates prévues. Les retards sur les calendriers d'exécution sont fréquents. La consommation des crédits que ce soit sur fonds budgétaires ou autres ne correspond pas toujours aux prévisions. Les raisons de ces délais dans les réalisations sont multiples. Elles sont principalement liées aux procédures administratives, à une maîtrise insuffisante de l'organisation du travail, et à la complexité de la coordination et de l'agencement des diverses actions mais aussi, souvent, à des prévisions de réalisation trop optimistes.

Dans le domaine des fourrages-élevage, les projets se heurtent à des difficultés spécifiques. D'une manière générale le secteur de l'élevage se caractérise par une plus grande résistance aux changements et aux actions de développement. Le bétail est mobile. Sa production est liée à plusieurs paramètres, nourriture, santé, hygiène conduite etc...

On s'accorde généralement à reconnaître que l'amélioration de la production animale dépend essentiellement de l'alimentation. C'est en fonction des disponibilités alimentaires que pourraient être mieux valorisées les diverses autres actions de développement. C'est l'insuffisance de la production fourragère qui constitue le frein le plus important et c'est dans ce domaine que le changement apparaît le plus difficile pour des raisons inhérentes essentiellement aux structures de production.

Le passage d'une alimentation animale "gratuite" prélevée sur le milieu naturelle à une alimentation produite ou acquise sur le marché suppose des conditions économiques et sociales auxquelles les diverses catégories de producteurs et d'éleveurs ont un accès inégal, à la fois pour des raisons financières et des différences niveau socio-culturels. D'incontestables progrès ont été acquis dans le développement des fourrages cultivés mais d'importantes résistances demeurent dans l'intégration de l'élevage et des grandes cultures. En dehors des variations climatiques et des grandes épidémies qui agissent sur les effectifs du bétail, celui-ci était maintenu dans de relativement bonnes conditions à partir des parcours naturels et des sous-produits des céréales et des légumineuses. Les conditions sont progressivement modifiées sous la pression de 2 phénomènes importants : l'accroissement des effectifs et l'extension des cultures laquelle a réduit de façon conséquente les parcours.

Les transformations précédentes ont eu des repercussions sur la répartition de la propriété du bétail et sur la taille des troupeaux. Ceux-ci sont devenus plus nombreux et plus réduits. Les exploitations de moins de 20 ha qui représenteraient 84 % des exploitations ne détiendraient que 23 % des superficies alors qu'elles contrôlent près de 70 % du cheptel. Ce déséquilibre structurel pourrait expliquer à lui seul les difficultés que rencontre le développement des fourrages et de l'élevage. D'un côté un grand nombre de détenteurs de bétail dont les capacités de production fourragères sont limitées, les possibilités financières d'acquérir l'alimentation nécessaire sont réduites, de l'autre un petit nombre d'exploitations disposant d'importantes capacités de productions fourragères mais qui sont insuffisamment valorisées, la production reste faible et l'élevage insuffisamment intégré.

Les actions de développement à travers les projets ne paraissent pas toujours convenablement ciblées. La vulgarisation dans le domaine de l'élevage reste peu efficace et en tout cas fort peu adoptée à la diversité des conditions de production. Les acquis de la recherche n'ont pas encore permis la mise au point de techniques de production animale adaptés à la petite exploitation.

Ceci s'explique, entre autre, par l'absence d'une politique cohérente de développement de l'élevage dont la conception et la mise en oeuvre sont certes difficiles. L'établissement de choix et de priorités n'était pas aisé les politiques de prix pratiquées n'étaient pas non plus toujours conformes aux objectifs d'accroissement de la production de viande rouge et de lait.

Il était en effet difficile de choisir entre l'intervention auprès des détenteurs de bétail qui sont nombreux mais dont les potentialités de production fourragères étaient réduites et les détenteurs de terre mais qui ne contrôlent qu'une faible partie du cheptel. D'un autre côté, les systèmes d'élevage préconisés ne tenaient pas suffisamment compte de pratiques d'élevage existantes chez les diverses catégories de producteurs. Dans la plupart des cas ces systèmes étaient basés sur l'introduction de vaches de race pure et très peu sur l'amélioration de la productivité du cheptel local.

Ce dernier continue à être très largement tributaire de la végétation naturelle pour son alimentation. Les projets tendant à améliorer la production des parcours ont été relativement peu nombreux même si les connaissances techniques ont considérablement progressé dans ce domaine depuis début des années soixante. L'effort d'amélioration génétique de la race locale (par croisement pour les bovins) n'a pas donné de résultat tangible. Là où les progrès les plus importants ont été acquis, en aviculture industrielle et dans l'importation et l'adaptation de vaches de race pure le risque est parfois élevé et les techniques de productions vulnérables. La productivité des vaches de race pures reste inférieure à ce qu'elle est dans les pays où elle est indigène. L'alimentation dans la plupart des cas reste tributaire des importations en particulier pour l'aviculture. Les progrès ont été ainsi plus acquis par "l'importation" de système de production nouveaux que par une transformation des "systèmes" locaux. Les progrès futurs de la production animale seront fonction de la réduction de la dépendance du cheptel de production à l'égard de la végétation naturelle et des importations d'aliments ou, dans une moindre mesure, de matériel vivant. Cela signifierait la réorientation des actions de développement dans deux directions principales : l'amélioration des parcours et l'extension des cultures fourragères en sec et en irrigué avec comme corollaire l'intensification des croisements d'absorption pour les bovins, et l'intensification de l'élevage ovin.

L'élevage ovin semble avoir été quelque peu négligé dans les projets qui ont été passés en revue. Les investissements et les actions qui lui ont été consacrés apparaissent plutôt modestes par rapport à son importance numérique à son poids dans la production et à son rôle économique et social dans les zones rurales.

En définitive l'impression de très grande dispersion des activités de développement des fourrages et de l'élevage reflète les flottements et l'imprécision des politiques d'élevage. L'efficacité des actions entreprises souffre dans une très large mesure de l'absence ou de l'imprécision des connaissances dans le secteur de la production animale. Les effectifs aussi bien que les structures et les techniques de production restent souvent mal connus, résistant plus aux méthodes statistiques et aux analyses tilisées. A ceci s'ajoute la grande faiblesse de la recherche dans ce domaine. Les acquis incontestables obtenus dans ces conditions laissent augurer de substantielles marques de progrès.

FIN

33

VUES